COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 08 JUILLET 2021

L'an DEUX MILLE VINGT ET UN LE 08 JUILLET à 20 heures 30,

Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 02 JUILLET 2021, s'est réuni, salle de la Lampe, sous la présidence de **Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas.**

ÉTAIENT PRÉSENTS :

BERNARD Corinne, BRIANT Geoffrey, CHARPENTIER CHOLLET Laurent, CUNIOT-PONSARD Mireille, DALI Sarah, DAVID Dominique, DEMICHEL Dominique, DJANY Alzina, HERTZ Ludovic, LANGLOIS Patrice, LE DROGO Laurent, LE MANACH Sandrine, LEVEQUE Anne, MACEL François-Xavier, MATIAS Rui, MICHAUD Daniel, PICHOT Camille, RAVEL Stéphanie, RODARI Philippe, TANNEVEAU Jean-Jacques.

ABSENTS :

BLOT Dominique donne pouvoir à DJANY Alzina,
CORDIER Stéphanie donne pouvoir à PICHOT Anne,
FERNANDES Rosa,
GATINEAU Athéna donne pouvoir à RODARI Philippe,
GUERINOT Denis donne pouvoir à DAVID Dominique,
MALBROUCK Anaïs donne pouvoir à DEMICHEL Dominique,
MFUANANI Loïc donne pouvoir à LARDIÈRE Christian,
THIOT Isabelle donne pouvoir à DALI Sarah,

Monsieur le Maire, après avoir procédé à l'appel et constaté que le quorum était atteint, a ouvert la séance à 20h30. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame Anne LÉVÊQUE est désignée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rend compte des décisions municipales :

- **Décision municipale N°10/2021 du 30 avril 2021**

Réactualisation des tarifs des droits de voiries, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics.

- **Décision municipale N°11/2021 du 04 mai 2021**

Dépôt, auprès de la Région Ile-de-France, d'une demande de subvention relative au « soutien régional aux projets cyclables » dont le montant de l'étude est estimé à 40 000 € HT permettant de solliciter la demande à hauteur de 50%, soit 20 000 €.

FINANCES - TRAVAUX – URBANISME**1. ACQUISITION AMIABLE DE LA PARCELLE AK N°121****Délibération n°48/2021**

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune a négocié l'acquisition amiable d'un terrain cadastré AK n°121, sis lieu-dit les Roches à Linas.

Ce terrain d'une superficie de 847 m² est situé en zone UB du Plan Local d'Urbanisme et en espaces boisés classés.

Le prix convenu de l'indemnisation est de 15 000 €.

VU l'accord écrit des propriétaires de la parcelle AK n°121,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

AUTORISE l'acquisition de la parcelle susmentionnée au prix de 15 000 €,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes liés à cette acquisition,

PRECISE que cette dépense et tous les frais afférents (géomètre, actes administratifs, frais de notaire) seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

2. ACQUISITION AMIABLE DES PARCELLES A 31, A 33, A 351, A 385, A 401, A 437, A 513, A 515, A 896 et AM 36.

Délibération n°49/2021

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire informe que La Commune a négocié l'acquisition amiable de plusieurs terrains cadastrés A n°31, A n°33, A n°351, A n°385, A n°401, A n°437, A n°513, A n°515, A n°896 et AM n°36 sis lieux-dits Vaux Guérins, Les Elans ou Bois des Plantes, les Bas Chupins, Les Basses Châtaigneraies, Vaux Guérins et les Hautes Châtaigneraies. Ces parcelles d'une superficie totale de 11 021 m², sont situées en zone agricole, à l'exception de la parcelle AM 36 située en zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme et en espaces boisés classés. Cette acquisition s'inscrit dans une politique de conservation des espaces naturels et agricoles.

Le prix convenu de l'indemnisation est de 1€/m², soit un montant total de 11 021 €.

VU l'accord écrit du propriétaire des parcelles A n°31, A n°33, A n°351, A n°385, A n°401, A n°437, A n°513, A n°515, A n°896 et AM n°36,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

AUTORISE l'acquisition des parcelles susmentionnées au prix de 11 021€,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes liés à cette acquisition,

PRECISE que cette dépense et tous les frais afférents (géomètre, actes administratifs, frais de notaire) seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

3. GARANTIE D'EMPRUNT I3F – GUILLERVILLE TRANCHE 2. Délibération n°50/2021

Sur rapport de Madame DJANY :

Le bailleur **Immobilière 3F** réalise la deuxième tranche de son opération de construction en VEFA de 70 logements sise 30-32 rue de Guillerville. Cette tranche sera composée de 31 logements sociaux.

Pour la réalisation de cette opération dont le prix de revient prévisionnel s'élève à 3.762.000,00 euros, le bailleur a sollicité la Commune de LINAS pour garantir l'emprunt à hauteur de 50%.

Les caractéristiques de ces emprunts sont les suivantes :

Organisme prêteur	CDC					
	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS	PLUS	PLUS foncier
Caractéristiques de la Ligne du Prêt						
Identifiant de la Ligne du Prêt	5421249	5421251	5421250	5421254	5421252	5421253
Montant de la Ligne du Prêt	93 000 €	640 000 €	600 000 €	433 000 €	996 000 €	1 000 000 €
Commission d'instruction	50 €	0 €	0 €	250 €	0 €	0 €
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
TEG de la Ligne du Prêt	1,61 %	0,3 %	0,8 %	1,61 %	1,1 %	0,8 %
Durée	40 ans	40 ans	60 ans	40 ans	40 ans	60 ans
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois

Le bailleur s'engage à réserver au profit de la Commune de LINAS, dans le programme sus indiqué, 7 logements pour 60 années correspondant à la durée de garantie des emprunts consentie au bailleur dont 1 PLS, 2 PLAI et 4 PLUS.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 2298 du Code Civil ;

VU le Contrat de Prêt n°123939 en annexe entre IMMOBILIERE 3F ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITÉ MOINS 3 ABSTENTIONS (Listes J'AIME LINAS et OXYGENE)
et 4 CONTRE (Listes LINAS AUTREMENT)**

ACCORDE sa garantie à hauteur de 50.00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 3.762.000,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 123939 constitué de 6 lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

PRECISE que la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ENGAGE pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous actes et documents liés afférents.

4. SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT COMMUNAL (SIC).

Délibération n°51/2021

Sur rapport de Madame DJANY :

Monsieur le Maire informe que le Pacte Financier et Fiscal adopté par la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay le 16 novembre dernier prévoit une enveloppe de 22,6 millions d'€ à répartir sur la période 2017-2022 pour le soutien aux investissements communaux (SIC).

Le fonds de concours SIC est attribué à hauteur de 50% des investissements communaux, dans la limite d'un maximum de subvention, fixé pour chaque commune selon sa population. Pour la Ville de Linas, le plafond du SIC est fixé à 669 854 €.

La Commune de Linas a sollicité la Communauté d'agglomération Paris Saclay (SIC) pour une opération communale relative à des travaux d'extension de l'école modulaire durable de Carcassonne.

Le montant du SIC demandé est de 227 768 euros. Pour information, ce montant correspond aux droits de tirages non encore utilisés par la Commune de Linas. Suite à cette demande, l'enveloppe attribuée à la commune pour la période 2017/2022 sera donc totalement allouée.

VU le projet de convention ci-joint ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, A L'UNANIMITÉ

APPROUVE les termes de la convention de fonds de concours avec la Commune de Linas pour les travaux d'extension de l'école modulaire « Carcassonne » ;

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention de fonds de concours ci annexé, ses éventuels avenants ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;

DIT que les recettes seront inscrites au budget supplémentaire de l'année 2021.

AFFAIRES GÉNÉRALES – PERSONNEL

5. TABLEAU DES EFFECTIFS.**Délibération n°52/2021**

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire rappelle qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité, sur proposition de l'autorité territoriale, de fixer les avancements de grades et les effectifs des emplois permanents à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

L'évolution du fonctionnement des services de la Commune nécessite l'adaptation du tableau des effectifs, pour la création de neuf postes à temps complet pour permettre des avancements de grade, et un poste à temps complet suite à réussite à concours.

Le tableau des effectifs, dans sa colonne "effectifs budgétaires", doit correspondre exactement aux postes inscrits budgétairement.

Or, il apparaît que suite à une certaine dérive consistant à créer des postes au fur et à mesure des besoins (promotions, avancements de grades, recrutements), sans systématiquement supprimer les postes des précédents grades, on constate que "l'effectif budgété" excède très largement l'effectif pourvu. Il convient donc de toiletter ce document en supprimant les postes excédentaires. Il est précisé qu'un avis sera rendu par le Comité Technique le 06 juillet 2021 s'agissant des suppressions de poste.

VU le précédent tableau des effectifs approuvé au CT du 6 novembre 2020,

VU le précédent tableau des effectifs approuvé en Conseil Municipal du 17 décembre 2020,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les présentes modifications :

DE MODIFIER le tableau des effectifs comme suit :

SUPPRESSIONS :**Filière administrative :**

Rédacteurs Principaux de 1e classe :	Ancien effectif : 5 Nouvel effectif : 4
Adjoint Administratif Principal de 2ème classe :	Ancien effectif : 7 Nouvel effectif : 5
Adjoint Administratif :	Ancien effectif : 13 Nouvel effectif : 10

Filière technique :

Ingénieur principal :	Ancien effectif : 2 Nouvel effectif : 0
Technicien principal de 1ère classe :	Ancien effectif : 2 Nouvel effectif : 1
Technicien principal de 2ème classe :	Ancien effectif : 1 Nouvel effectif : 0
Agents de maîtrise principaux :	Ancien effectif : 5 Nouvel effectif : 3

Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe :

Ancien effectif : 16

Nouvel effectif : 14

Adjoint technique :

Ancien effectif : 35

Nouvel effectif : 29

Filière CulturelleAssistant de conservation ppal 1^{ère} classe :

Ancien effectif : 1

Nouvel effectif : 0

Filière animation :

Adjoints d'animation :

Ancien effectif : 27

Nouvel effectif : 19

Filière Police Municipale :

Chef de Police Municipale

Ancien effectif : 1

Nouvel effectif : 0

CREATIONS :

GRADES	CAT.	TPS DE TRAVAIL	CREATION DE POSTE
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieur	A	TC	1
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	C	TC	2
Adjoint technique principal 2 ^{ème} cl	C	TC	1
FILIERE ANIMATION			
Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} cl	C	TC	1
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Adjoint administratif principal 1 ^{ère} cl	C	TC	3
Adjoint administratif principal 2 ^{ème} cl	C	TC	1
FILIERE CULTURELLE			
Bibliothécaire	A	TC	1

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITÉ MOINS 5 ABSTENTIONS (Listes LINAS AUTREMENT
et OXYGENE)**

APPROUVE les présentes modifications ;

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget de la Commune.

**6. PROTECTION FONCTIONNELLE DE LA COMMUNE DE LINAS A
MONSIEUR LE MAIRE – DIFFAMATION PUBLIQUE.**

Délibération n°53/2021

Sur rapport de Madame RAVEL :

Monsieur le Maire sollicite l'octroi de la protection fonctionnelle de la Commune de Linas pour des propos diffamatoires publiés sur les réseaux sociaux.

En effet, une publication a été diffusée le 17 juin 2021 sur la page Facebook « J'AIME LINAS » dont le titre est « *révélation d'enrichissement sans cause à Linas* ». L'auteur de cette publication impute faussement à Monsieur le Maire d'avoir commis des

infractions pénales et fiscales dans le cadre de son mandat et rappelle à ce titre que « ces informations ont été portées à la connaissance de la justice, de la DIRRECTE et du service des impôts ».

Pour rappel, la protection fonctionnelle des élus municipaux est régie par les dispositions de l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales qui prévoient que « La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté ».

Il est donc demandé au conseil municipal d'octroyer à Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas, la protection fonctionnelle de la commune dans le cadre d'une procédure pénale ou civile du chef de diffamation publique envers citoyen chargé d'un mandat public. Cette protection fonctionnelle prendra également en charge les frais annexes (Constat d'huissier de justice par exemple).

Il est précisé que Monsieur Christian LARDIÈRE ne participera pas au vote.

VU l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITÉ MOINS 2 ABSTENTIONS (Liste J'AIME LINAS) et
4 CONTRE (Liste LINAS AUTREMENT)
LE MAIRE NE PARTICIPANT PAS AU VOTE**

ACCORDE à Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas, le bénéfice de la protection fonctionnelle en vue de se faire assister par le conseil juridique de son choix concernant les propos diffamatoires tenus sur la page FACEBOOK J'AIME LINAS, et notamment lors de la publication « Révélation d'enrichissement sans cause à Linas » ;

PRECISE que cette protection fonctionnelle prendra la forme de la prise en charge des frais de justice (dont constat d'huissier de justice) de Monsieur Christian LARDIÈRE ;

DIT que cette affaire fera l'objet d'une « déclaration de sinistre » au titre de l'assurance protection juridique souscrite par la Ville de Linas auprès de la SMACL.

7. MODIFICATION DES SALLES DE LA COMMUNE EN LOCATION ET DE LEURSS TARIFS DE LOCATIONS.

Délibération n°54/2021

Sur rapport de Monsieur LANGLOIS :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la ville de Linas loue et met à disposition des salles communales pour les administrés, associations, entreprises, personnel communal, élus, syndics...

D'une part, il apparaît opportun de retirer la salle de la Châtaigneraie de la délibération de référence faisant état des salles pouvant être mises à disposition. Son utilisation a été réorientée pour les besoins du service scolaire de façon permanente dans le cadre de l'accueil des enfants sur la pause méridienne et aux activités du centre de loisirs sur les saisons à venir.

Jusque-là, l'équipement était gracieusement mis à disposition une fois dans l'année pour les employés communaux en activité et aux élus. Il convient de conserver ce dispositif sur la salle de la Lampe en priorité ou en délestage sur la salle Carzou.

D'autre part, il faut préciser que les demandes de location pour la salle de la Lampe ne concernent pas forcément le weekend complet et qu'il convient de prendre en compte les demandes d'une journée ayant un coût plus faible pour les demandeurs.

VU l'annexe tarifaire ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ**

- RETIRE** la salle de la Châtaigneraie du tableau de location des équipements municipaux.
- AJOUTE** la salle Carzou sur le tableau des locations de salles municipales.
- DIT** que la Ville accorde la gratuité pour les agents et les élus, une fois par an, sur la salle de la Lampe (ou salle Carzou en cas d'indisponibilité de la Lampe).
- FIXE** la tarification d'une location à la journée (samedi ou dimanche) pour la salle de la Lampe à hauteur de 400€ pour les linois, les employés communaux en activités et les élus.
- FIXE** la tarification d'une location à la journée (samedi ou dimanche) pour la salle de la Lampe à hauteur de 700€ pour les personnes ou entités extérieures à la Commune.
- RAPPELE** que la ville peut accorder la gratuité d'une location dans le cadre d'un partenariat conclu pour un événement ponctuel dans l'intérêt culturel et/ou sportif de la Ville.
- PRECISE** que les recettes seront inscrites au budget.
- AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

QUESTIONS DIVERSES TRAITÉES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h40.

Affiché le : 12/07/2021